



Commission départementale des Ingénieurs, cadres et Techniciens de la CGT 13

A

Association Patronale U.P.E 13

Objet : Lettre ouverte

Le 5 septembre 2008, l'**U.P.E 13** (M.E.D.E.F local) organise un colloque intitulé : « *Travailleuses, Travailleurs, unissons nous* ». L'idée développée est de faire croire que salariés et patrons ont le même intérêt, et que de ce fait « *la lutte des classes* » serait un concept archaïque et dépassé.

Nous disons chiche, car en effet, au quotidien, ce sont les salariés qui font que les entreprises réalisent des profits, objectif principal et moteur du système selon les principes mêmes de la théorie libérale, tel que les étudiants des grandes écoles l'apprennent et le récitent. La recherche du profit et sa maximisation seraient donc aussi l'intérêt des salariés...Telle est la théorie. Dans la réalité, l'ensemble du salariat, et désormais y compris les ingénieurs, cadres, techniciens constate :

- **Un management au service exclusif des marchés financiers** : La langue de bois de la **C.G.T** serait-elle de sortie ? non il suffit de lire les journaux du patronat lui-même pour observer cet aveu : « *Les « hauts dirigeants » et les « grands patrons » eux-mêmes ont perdu de leur liberté ; managers suprêmes, ils sont subordonnés aux marchés financiers et aux actionnaires dont ils dépendent. Ils doivent « afficher des résultats ».*¹ A ce niveau d'analyse, on n'est donc plus dans l'entreprise et le réel mais dans l'affichage....c'est à dire de la simple production idéologique.
- **Une dégradation continue des conditions de travail**, qui conduit, y compris le **M.E.D.E.F** à reconnaître le besoin de négocier sur la question pudiquement appelée « *santé au travail* » et qui cache, dans la réalité, les pratiques managériales des « *mises au placard* », « *du harcèlement* », conduisant au développement du « *stress* », cause de nombreux suicides, y compris chez les ingénieurs, cadres et techniciens, dont les suicides médiatisés du techno-centre de Guyancourt. Pourquoi « *ce sentiment de souffrance au travail est-il plus marqué en France* » ?²
- **Un temps de travail de plus en plus contraint**, liées aux pratiques du management, qui conduit les ingénieurs, cadres, et techniciens à voir, leur fonctions de compétences et leur technicité, être progressivement dévalorisé, limitant ainsi les capacités d'initiatives, les conduisant ainsi de plus en plus à n'être que des exécutants.
- **La remise en cause des 35 h**, dont les cadres bénéficiaient leur permettant à la fois de se reposer et de pouvoir mieux participer à la vie de famille.
- **Pour mettre à bas les 35 h**, le gouvernement autorise les entreprises à négocier (lire imposer) individuellement avec le salarié ou dans le cadre d'un accord d'entreprise, la possibilité de travailler **235** jours par an, contre **218** actuellement, ce qui en clair, signifie qu'au-delà du 1^{er} Mai, tous les jours fériés issus de notre histoire pourront redevenir des jours travaillés.
- **70 Heures par semaine : les réformes actuelles (chômeurs, retraites, temps de travail etc.)** visent à faire récupérer sur le travail des hommes, les masses financières perdues dans la spéculation américaine (« *Crise des subprimes* »)³, l'Europe va permettre le travail jusqu'à 65 h par semaine voir 70 h par semaine si le salarié donne son accord⁴. Est-ce là le progrès ?

¹ Hélène Löning, Professeur associé au département comptabilité contrôle de gestion de H.E.C Paris / extrait paru dans les Echos du 22 Mai / Rubrique : « *l'art du management* »

² Voir P.J

³ Entre 1.000 à 10.000 milliards de dollars selon la source (F.M.I, Patrick Artus).

⁴ Lire le Parisien du 11 Juin

- **Suppression du droit à la retraite** : Augmentation du temps de travail et suppression du droit à la retraite sont aussi les revendications de Mme Parisot, ci devant patronne du **M.E.D.E.F** : « *Le M.E.D.E.F réclame l'abandon de la retraite à 60 ans* »⁵.
- **Les profits au détriment des salaires** : La répartition des richesses produites montre que derrière le discours sur « *nous avons tous le même intérêt* », se cache un système de spoliation de richesse, qui fait que les actionnaires s'engraissent sur le dos des salariés. Observons que le développement des profits et la distribution des dividendes débouche sur des déséquilibres, des crises (appelés krach) et des catastrophes financières, économiques, sociales dont les salariés subissent les conséquences.
- **La métropolisation des rapports sociaux** : Dans ce cadre, les territoires métropolitains deviennent « *les aires de jeu* » du capitalisme mondialisé, développant à la fois le business des uns (Euroméditerranée, privatisation du port, opérations d'urbanisme rue de la République, Tramway etc.) et la précarité du plus grand nombre (quartiers Nord, Adoma, Travailleurs polonais non payés, hôpitaux, écoles etc.). La métropolisation des rapports sociaux détruit la ville et son rapport social issu de 1789 (la citoyenneté) et impose une mondialisation dont la matrice s'intitule : « ***Business ans Précarité*** », car le développement du business (des profits) ne peut se faire que sur le développement de la précarité (emplois, logements, formation etc.).

Pour toutes ces raisons et bien d'autres dont le rôle de l'Etat, dont la politique est à votre service (**R.G.P.P, Privatisations, paquet fiscal** etc.), la Commission Départementale **U.G.I.C.T – C.G.T** dénonce votre discours et réaffirme que le **seul point d'intérêt commun pour l'entreprise, c'est lorsque le rapport de forces créé par les salarié(e)s en lutte oblige le patronat à négocier et à céder. Les acquis sociaux de 1936, de 1945 et de 1968 ont bien plus fait pour l'intérêt des entreprises, des salarié(e)s et de la Nation que toutes les négociations à reculons, dont l'objet est justement de remettre en cause la place des salariés (hommes et femmes) dans toutes ses composantes (ouvriers, employés, techniciens, ingénieurs, cadres), en cherchant notamment à les diviser (les hommes contre les femmes, les ouvriers et les employés contre les cadres). La lutte des classes est le nom de cette longue histoire qui commence par la révolte des esclaves sous l'Empire Romain (Spartacus) et qui se poursuit aujourd'hui. Et les ingénieurs, cadres et techniciens ont toute leur place pour poursuivre cette histoire, dans les conditions de notre temps.**

Nous invitons la presse à rendre compte de notre déclaration ainsi que du jeu réalisé sur les réalités de l'économie, qui s'intitule : « ***le strip-tease de l'économie politique*** ».⁶

LE DEFI D'UN VERITABLE DEBAT CONTRADICTOIRE : Nous vous lançons par ailleurs le défi d'un débat public contradictoire sur cette question des réalités de l'économie que vous êtes incapable de développer en vue de favoriser le développement d'une société de « ***liberté, d'égalité et de fraternité*** », devise de notre République. Car, **quand la République donne de la valeur à l'homme en créant le citoyen, le marché transforme l'homme en valeur (bourse) et lobotomise le cadre en manager et le citoyen en simple consommateur.**

Le syndicalisme, un espace de liberté : A bien y réfléchir, quand le capitalisme impose son fonctionnement (management) et sa gestion (priorité du profit), le syndicalisme offre un espace et une dynamique de liberté. En d'autres termes, **il y a plus de liberté et de solidarité dans le syndicalisme, que dans le libéralisme...** Les salariés auront d'ailleurs l'occasion de vous le dire en votant pour les listes **U.G.I.C.T-C.G.T** lors des élections prud'homales de Novembre prochain. Ce sera leur meilleure réponse à votre tromperie.

Marseille, le 3 Septembre 2008

La Commission Départementale **U.G.I.C.T-C.G.T**

P.J : Quelques documents de l'Economie réelle consultable sur notre site : « **WWW ugict 13** »

⁵ La Tribune 8 Février 2008

⁶ Téléchargeable sur notre site : « **www ugict 13** ».